

Schéma décennal de développement du réseau de transport de RTE 2019

Date de la contribution : 08/06/2020

Equinov partage le constat de la CRE sur l'intérêt de recourir aux solutions de flexibilités mais considère qu'elles n'ont pas à être traitées directement par les gestionnaires de réseaux via des automates curatifs (pilotage en temps réel à la suite d'incidents intervenus sur le réseau).

Nous considérons qu'il faut prendre en compte la ligne de démarcation suivante :

- D'une part, il peut exister des contraintes de réseau connues à la date de raccordement et directement liées au raccordement d'une installation : compte tenu des capacités limitées d'accueil du réseau, le raccordement de l'installation peut créer ou aggraver une contrainte sur le réseau, ce qui justifie de conditionner ce raccordement à des limitations opérationnelles prédéfinies, mises en œuvre par un automate préventif
- D'autre part, des aléas affectant le réseau peuvent survenir et nécessiter qu'une installation modifie son comportement, sur demande, afin de résoudre un problème d'équilibrage du réseau qui ne lui est pas imputable : ce pilotage de l'injection ou du soutirage destiné à résoudre un déséquilibre du réseau constitue un service de flexibilité et ne doit pas être géré de manière bilatérale entre l'installation et le gestionnaire de réseau.

Cette ligne de démarcation ressort d'ailleurs clairement de la réglementation.

Dans la délibération de la CRE du 12 décembre 2019 portant orientations sur les conditions d'approbation, le contenu et l'élaboration des procédures de traitement des demandes de raccordement au réseau public de transport d'électricité, la CRE a considéré que les limitations d'injection et de soutirage dans le cadre d'opérations de raccordement intelligentes (ORI) pouvaient avoir lieu « sur certaines périodes ponctuelles », à conditions que :

- le nombre maximal d'heures de limitations soit contractualisé dans la convention de raccordement;
- le gestionnaire ne puisse recourir à cette limitation que pour répondre à une contrainte induite par ladite installation.

L'objectif est d'optimiser le dimensionnement des ouvrages de raccordement et le coût associé, ou le délai de mise en service du raccordement d'un utilisateur. La réduction du coût du raccordement n'est donc pas la contrepartie d'un service rendu mais bien le reflet des coûts de raccordement tenant compte de ces engagements.

Or, il semble que les automates curatifs mis en place par RTE ne visent pas à répondre à une contrainte induite par une installation, mais à celles induites par toute installation reliée à un poste dont les injections influent les transits de l'ouvrage du RPT endommagé, comme cela ressort de sa documentation technique de référence:

« a) Les limitations de type curatif sont définies par RTE lorsque les contraintes susceptibles d'apparaître sur le RPT peuvent être maîtrisées par un nombre limité d'actions manuelles ou par le fonctionnement de dispositif(s) automatique(s), en exploitation, compatible avec les exigences de sûreté de fonctionnement du réseau. Ces limitations peuvent intervenir en cas de défaillance effective d'un ouvrage du RPT induisant des contraintes ou lorsque la capacité de surcharge des ouvrages est atteinte. Pendant la durée de risque, la limitation n'a lieu que si un incident réseau implique certains ouvrages du RPT dont les transits sont influencés par l'injection du Poste. »

Equinov considère par conséquent que le recours à ces automates curatifs doit être une solution de dernier recours et que la recherche de flexibilités externes à RTE doit être privilégiée

La délibération du 12 décembre 2019 prévoit d'ailleurs à cet égard :

- que l'installation garde la possibilité de participer à d'autres mécanismes de flexibilité le cas échéant.

- que d'autres mécanismes d'activation des flexibilités existent déjà et devront être complétés le cas échéant pour permettre de traiter notamment des questions d'équilibre offre-demande et de gestion des congestions en vue d'un dimensionnement optimal des réseaux amont.

Le document de consultation va dans le même sens : La CRE souhaite que le recours à l'ensemble des solutions de flexibilités soit systématiquement considéré comme une alternative à l'investissement et vise en particulier les flexibilités offertes par les installations de stockage.

Eqinov soutient ces propositions mais tient à attirer l'attention de la CRE sur les velléités affichées par RTE pour gérer directement des services de flexibilités qui devraient être externalisées.

Dans sa consultation concernant le raccordement des installations de stockage, RTE proposait ainsi :

- *« Seriez-vous prêt à aller plus loin et vous engager à soutirer pour soulager la contrainte en contrepartie d'un coût de raccordement réduit ?*
- *Dans ce cas, est-ce qu'un engagement sur un nombre de jours par an au cours desquels vous vous engageriez à rendre ce service vous paraîtrait acceptable ? Dans quelles conditions ? »*

Eqinov s'y est fermement opposée pour les raisons suivantes :

- La réduction du coût du raccordement envisagée ici constituerait une contrepartie à un service de flexibilité rendu par l'installation de stockage, et non le reflet du coût réel de raccordement, ce qui est contraire à la délibération de la CRE du 12 décembre 2019 ;
- Ce service va au-delà de la résorption de la contrainte générée par l'installation en cause : c'est là encore contraire à la délibération de la CRE du 12 décembre 2019 ;
- L'effet cumulatif des engagements pris directement avec RTE au moment du raccordement et sans limitation de durée, risque de priver les opérateurs de marché de toute opportunité de proposer des services de flexibilité aux exploitants des installations de stockage ;
- Le montant de la réduction du coût du raccordement accordé posera encore d'autres questions : si elle est trop élevée, elle ne permettra pas aux opérateurs de flexibilité de concurrencer cette offre de RTE ; si elle est trop faible : elle ne permettra pas à l'exploitant de valoriser au mieux la flexibilité de son installation de stockage.

En conclusion, la résorption des contraintes réseau doit être portée par des opérateurs de flexibilité et non par RTE au travers de l'offre de raccordement. Les opérateurs de flexibilité résoudront les contraintes par l'intermédiaire de toutes les flexibilités disponibles et fonction de l'intérêt économique de celles-ci.

Nous ne sommes pas favorables à ce que soit commercialisée une offre de raccordement intégrant des contraintes de fonctionnement ponctuelles pour résoudre des congestions car la valorisation de la flexibilité des installations ne relève pas de l'activité d'un gestionnaire de réseau.

RTE n'a pas à transmettre des ordres via un signal de l'automate directement à une installation mais bien à exprimer son besoin sur le mécanisme d'ajustement ou tout autre plateforme ouverte aux opérateurs de flexibilité.

A tout le moins, si les gestionnaires de réseaux souhaitent établir pour telle ou telle installation une offre de raccordement alternative assortie de limitations d'injection ou de soutirage lors des pointes dimensionnantes, ils devraient obtenir du demandeur au raccordement un engagement de conclure avec un opérateur de flexibilité un contrat à cet effet.

Liste des pièces jointes à la contribution :

EQINOV_contribution.pdf